



HAL
open science

La mémoire du Goulag dans les récits d'Allemands de l'Est depuis l'unification

Anne-Marie Pailhès

► **To cite this version:**

Anne-Marie Pailhès. La mémoire du Goulag dans les récits d'Allemands de l'Est depuis l'unification. La mémoire. Colloque de l'AGES 2002, May 2002, Lyon, France. hal-01997856

HAL Id: hal-01997856

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01997856v1>

Submitted on 29 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne-Marie Pailhès
 Université Paris X

Paru dans Jean-Charles Margotton, Marie-Hélène Pérennec (dir.), *La mémoire* (Actes du colloque de l'AGES, mai 2002), Lyon, P.U. Lyon, 2003

La mémoire du Goulag dans les récits d'Allemands de l'Est depuis l'unification.

L'ère Gorbatchev et la Chute du Mur ont permis l'étude approfondie d'un chapitre des relations germano-soviétiques assez peu analysé auparavant par les historiens : la détention, la déportation et parfois l'exécution de millions d'Allemands dans les camps de travail staliniens en URSS à partir du milieu des années trente et jusqu'au début des années cinquante. Les faits étaient certes connus, mais tant que les archives soviétiques étaient fermées et celles du SED peu accessibles, il n'était pas possible de se faire une image précise de l'ampleur historique de ce désastre, en particulier pour le Parti Communiste Allemand, qui s'est vu ainsi privé de l'essentiel de ses forces vives et de sa richesse intellectuelle.

Des documents nouveaux ont vu le jour au cours des années 1990 et ont permis de mieux cerner un phénomène de destruction politique et culturelle qui ne pouvait être abordé de façon suffisamment objective pendant toute la durée de la Guerre Froide. Les historiens occidentaux n'avaient pas accès aux sources nécessaires à l'étude du sujet, les historiens de l'Est acceptaient de conserver à ce chapitre son statut de tabou. Certes, il existait en Europe de l'Ouest des témoignages détaillés, des autobiographies qui préfiguraient l'œuvre de Soljenitsyne (*Une journée d'Ivan Denissovitch* est paru dès 1962, pendant le Dégel, mais *l'Archipel du Goulag* n'a été publié à l'étranger qu'en 1973). Elles étaient le fait d'anciens détenus d'origine très variée : anciens soldats de la Wehrmacht faits prisonniers¹, Polonais pris entre deux fronts, populations baltes, communistes allemands ayant choisi de vivre en RFA après leur réhabilitation dans les années 50², tels Susanne Leonhard³ ou Josef Scholmer⁴, ou encore

¹ On trouvera en particulier leurs témoignages dans l'ouvrage suivant : *Ihr verreckt hier bei ehrlicher Arbeit ! Deutsche im Gulag 1936-1956*. Leopold Stocker Verlag, Graz Stuttgart, 2000. Hrsg : Eva Donda-Sylvester, Günter Czernetzky, Hildegard Toma. 367 p. Il faut cependant citer avec précaution cet ouvrage (paru chez un éditeur aux sympathies ouvertement extrémistes) qui présente des récits sur le Goulag publiés en 1941 par le NSDAP, mis sur le même plan que d'autres témoignages parus après guerre.

² Le sort des communistes de la Ruhr partis travailler en URSS avant 1933 est évoqué dans l'ouvrage : Wilhelm Mensing, *Von der Ruhr in den GULag, Opfer des Stalinschen Massenterrors aus dem Ruhrgebiet*, Klartext, Essen, 2000, 396 p.

³ *Gestohlenes Leben : Schicksal einer politischen Emigrantin in der Sowjetunion*, Stuttgart, 1959.

Allemands de la Volga ; ceux-ci, considérés par Staline comme Allemands au même titre que ceux du Reich, subirent à ce titre un sort analogue (déportation, camp de travail, exécution). Sur un million de Russes allemands, 300 000 auraient trouvé la mort à l'époque de Staline ; après guerre, ils ont eu le droit de retourner dans leur région d'origine, mais à la condition d'avoir épousé un(e) non-russe.

Rappelons les grands traits de l'histoire des Allemands présents en URSS dans les années 1930⁵. On peut les diviser en deux groupes, d'une part les émigrés économiques et d'autre part les émigrés politiques. Leur sort fut assez semblable, et la sympathie pour l'URSS naissante leur est commune, cependant leurs motivations pour émigrer et venir s'installer en URSS divergent. La crise économique des pays occidentaux après 1929 et l'espoir suscité par l'apparition d'un nouveau pays porteur d'idéaux égalitaires ont poussé des milliers de citoyens allemands à s'exiler en URSS, encouragés en cela par des campagnes soviétiques de recrutement incitant les ouvriers spécialisés, les techniciens, les ingénieurs allemands, détenteurs du savoir d'une grande nation industrielle, à venir vivre des jours meilleurs sous le signe de l'Etoile rouge. L'ampleur de ce type d'émigration est aujourd'hui encore difficile à évaluer, parce qu'elle fut en partie illégale et qu'il n'existait pas de système centralisé d'enregistrement des émigrés, alors que l'organisation rigoureuse du KPD permet d'avoir une approche plus précise du nombre d'exilés politiques.

Entre 1929 et 1932, c'est l'émigration de type économique qui prévalut, alors qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, des milliers de membres de l'appareil du KPD cherchèrent refuge en URSS. Malgré des déclarations soviétiques officielles de soutien aux combattants de la révolution dans le monde entier, les possibilités d'émigration en URSS furent de plus en plus limitées pour les communistes allemands à partir de 1936.

Dans le même temps où l'émigration allemande ralentissait en URSS, la répression envers les Allemands s'intensifiait à l'intérieur de ce pays, au fur et à mesure que s'amplifiait le climat de paranoïa entretenu par les discours de Staline et les campagnes de délation⁶. De 1934 à 1936, les opérations de

⁴ *Die Toten kehren zurück, Bericht aus einem sowjetischen Straflager*, Kiepenheuer und Witsch, 1954. Scholmer avait été arrêté en 1949 en zone soviétique d'occupation.

En ce qui concerne les communistes renégats avant 1989, on se reportera avec profit à la thèse de Hermann Kuhn, *Bruch mit dem Kommunismus, Über autobiographische Schriften von Ex-Kommunisten im geteilten Deutschland*, Verlag Westfälisches Dampfboot, Münster, 1990. Elle comporte en particulier un chapitre sur les récits de camp

⁵ Ce rappel s'appuie sur l'ouvrage suivant : Oleg Dehl (Simone Barck, Natalia Mussienko, Ulla Plener), *Verratene Ideale, Zur Geschichte deutscher Emigranten in der Sowjetunion in den 30er Jahren*, Berlin, Trafo Verlag, 2000.

⁶ On trouvera une description détaillée de la répression des émigrés politiques allemands dans l'article suivant : Reinhard Müller, « *Wir kommen alle dran* ». *Säuberungen unter den deutschen Politemigranten in der Sowjetunion (1934-1938)*, in : *Terror : stalinistische*

« purification » prirent d'abord pour cible les hérétiques du Parti communiste allemand. En 1934, des membres de la rédaction de la *Deutsche Zentral-Zeitung*, journal publié en URSS en allemand, furent arrêtés et condamnés aux travaux forcés ou exécutés sous le motif d'« activités fascistes contre-révolutionnaires ». En 1936, des éléments dits trotskistes, souvent d'origine juive, furent à leur tour arrêtés et parfois fusillés. Mais la campagne d'épuration atteignit son point culminant pendant les années 1937 et 1938, lorsque la répression ne fut plus seulement de nature politique, mais toucha tous les Allemands, y compris les Allemands de la Volga. En 1937 et 1938, environ 70 000 Allemands, toutes catégories confondues, furent arrêtés en application de l'ordre 00439 du NKVD, la police politique ; la plupart d'entre eux furent envoyés en camps de travail ou à la mort en tant qu'« agents de la Gestapo », « espions » ou « terroristes » en vertu de l'article 58 du code pénal. On peut estimer qu'en mars 1938, 70 % des membres du KPD se trouvant en URSS avaient été arrêtés. Les 267 communistes allemands condamnés à mort entre août et novembre 1938 furent exécutés et enterrés dans des fosses communes à Boutovo près de Moscou alors que les membres dirigeants du KPD sortirent en général indemnes de la période de répression.

Certains Allemands furent réhabilités dans les années cinquante, pendant la période de Dégel, mais ce processus fut interrompu sous Brejnev et ne reprit qu'avec Gorbatchev. La mémoire du Goulag des communistes allemands était un enjeu historique pour la RDA ; en effet, beaucoup de survivants des camps qui n'avaient paradoxalement pas renié leurs convictions ont choisi, après leur réhabilitation, de vivre en RDA, où ils sont arrivés dans les années cinquante, souvent après une vingtaine d'années d'absence du sol allemand. Ils ont trouvé à leur retour un SED dirigé en grande partie par des responsables communistes qui s'étaient exilés en URSS pendant la période nazie et qui avaient eu pleine connaissance de la disparition en 1937 et 1938 de milliers de membres du KPD, mais qui avaient eux-mêmes été épargnés par les purges staliniennes. Ils avaient fermé les yeux, n'avaient pu, ou voulu (selon les interprétations, certains accusant Walter Ulbricht, d'autres disculpant Wilhelm Pieck⁷) intervenir en faveur de leurs camarades dont certains réapparaissaient après en général dix ans passés en camp, puis une période de relégation administrative dans des régions reculées de l'URSS, en particulier la Sibérie, les contrées proches du cercle polaire et l'Asie centrale. Ces rapatriés d'un genre particulier furent bien reçus

Parteisüberungen 1936-1953, Hermann Weber/Ulrich Mählert (Hrsg.), Paderborn, Schöningh, 1998, p. 121-166.

⁷ Steinberger, p.32-33, dit de Wilhelm Pieck : « *Später, als er zurückkam, hat er alles Mögliche unternommen, um die Überlebenden des Massakers freizubekommen, im Unterschied zu Ulbricht, der keinen Finger gerührt hat* » in : Nathan Steinberger, *Berlin, Moskau, Kolyma und zurück. Ein biographisches Gespräch über Stalinismus und Antisemitismus mit Barbara Brogini*, Edition ID-Archiv, Berlin-Amsterdam, 1996.

d'un point de vue matériel, on leur trouva un emploi, un logement, mais on ne leur offrit pas de soutien psychologique. A leur arrivée, on les pria de rédiger un récit de leurs années passées en URSS, qu'ils ne devaient pas réellement décrire. Ils devaient par exemple parler de « participation à la construction du socialisme en Union Soviétique » (!)⁸, leur dossier était classé et on leur demandait de ne plus évoquer cette période de leur vie de façon précise : « *Offiziell war das ein Tabu. Das kann man auch verstehen. Denn die Überlebenden aus der Führung waren alle mit Blut befleckt, sie hatten ihr Leben in der SU gerettet, indem sie alles unterschrieben und unterschreiben mussten, um Mitglieder der Partei an die Organe auszuliefern* »⁹, dit Nathan Steinberger. Le refoulement de la mémoire ne résultait cependant pas seulement d'une injonction politique. Il correspondait aussi chez les victimes à un immense désir de revivre et d'oublier les années de camp, ainsi qu'à l'incapacité de raconter l'innommable. Interrogé sur son attitude pendant ces années-là, un rescapé répond : *„Erstmal ist das so ungeheuerlich, daß ein Mensch, der das nicht erlebt hat, das kann er nicht verstehen. Zweitens muß bei jedem Menschen, bei jedem zivilisierten Menschen, muß die Frage aufkommen : wofür ? Wenn du anfängst zu erklären, das völlig für nichts, das scheint völlig irrational. Meine eigene Mutter hat mich gefragt : Wofür hast du denn im Lager gesessen ? Nur weil sie wissen mußte : was hast du für einen Sohn großgezogen ? Praktisch konnte dich jeder fragen, wenn du anfängst zu erzählen, wofür ? Und dann ist es so, glaube ich, daß wenn man so tief dringesteckt hat, daß man nur – und das haben wir auch gemacht - mit Leuten, zu denen man ein großes Vertrauen hat, über sowas spricht. Weil das ist ja ein seelisches Trauma, über das man nicht mit jedem spricht. Heute heißt das „outen“, man muß sich vor jedem erzählen, und vor der Presse, und so was alles. Es ist nicht nötig, wir wollten das nicht „outen“*.¹⁰

En RFA, quelques témoignages sur le Goulag avaient paru, tel celui de Margarete Buber-Neumann, *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*, paru à Munich en 1949. L'affaire Kravtchenko¹¹ joua un rôle important en France pour faire connaître l'existence du Goulag au public. Au fur et à mesure que d'anciens détenus non-russes étaient réhabilités, ils écrivaient leur témoignage¹². Karlo

⁸ Détail fourni par l'historienne Ulla Plener, lettre à l'auteur, Berlin, mai 2002.

⁹ Steinberger, *Op. cit.*, p. 103

¹⁰ Entretien avec Walter Ruge, le 18 février 2000, à Potsdam.

¹¹ Victor Kravchenko, un apparatchik soviétique passé à l'Ouest, après avoir publié en 1946 son livre *J'ai choisi la liberté*, fit un procès retentissant aux Lettres françaises et à travers elles aux intellectuels communistes qui ne parlaient pas de l'existence du Goulag.

¹² On trouvera une bibliographie assez importante concernant les témoignages sur le Goulag à la fin de l'ouvrage de Leona Toker, *Return from the Archipelago : narratives of Gulag survivors*, Bloomington (USA), 2000. L'auteur trace, entre autres, une histoire des écrits sur le Goulag et en établit une typologie selon leur période de publication.

Stajner, communiste autrichien ayant survécu aux camps et vivant par la suite en Yougoslavie, put publier le sien en 1971 avec le soutien de Tito ; l'ouvrage, d'abord paru en serbo-croate, fut publié en allemand à Vienne en 1975¹³. En France même, il fallut attendre les années 1990 pour que soient publiés les récits de Jacques Rossi, un Français, ex-agent du Komintern ayant passé 25 ans en camp¹⁴. Un roman de Maurice Nadaud paru en 2000, *La fonte des glaces*¹⁵, traite aussi du destin des communistes occidentaux disparus en URSS.

En RDA, ce sujet était officiellement tabou dans les publications. Trude Richter eut cependant la possibilité de faire des lectures de son œuvre devant un public dès le début des années 1970, sans pouvoir publier¹⁶. En URSS, la perestroïka a permis à de nombreuses publications de voir le jour. Les premiers signes d'ouverture concernant ce chapitre de l'histoire furent plus timides et plus tardifs en RDA, tels la publication, dans la revue intellectuelle *Sinn und Form* d'extraits du récit autobiographique de Trude Richer en 1988¹⁷ puis d'extraits de celui d'Helmut Damerius en 1989¹⁸. Celui-ci, décédé en 1985, y raconte sans détours les 18 années passées au Goulag. Quant à l'ouvrage de Trude Richter, *Totgesagt*¹⁹, il constitue une charnière dans le traitement de ce thème : rédigé en 1964 déjà, il reçut une autorisation de publication fin 1988, mais ne parut qu'en 1990, alors que l'auteur décédait en janvier 1989. Le fait que l'ouvrage ait figuré dès la fin des années 1980 sur un programme éditorial est-allemand montre une libéralisation en ce domaine. La collection Aurora où il parut était consacrée à des récits (auto)biographiques d'intellectuels communistes du début du XXème siècle. Mais cette ouverture fut relative car ce témoignage a la particularité d'être le produit d'une très forte autocensure. Le récit de Helmut Damerius, rédigé entre 1977 et 1982 et remis par l'auteur aux archives de l'Académie des Sciences de la RDA en 1983²⁰, fut lui aussi publié intégralement en 1990. Un hommage a par la suite été rendu à toutes les victimes allemandes du stalinisme dans l'ouvrage *In den Fängen des NKWD, Deutsche Opfer des stalinistischen Terrors in der UdSSR*²¹, qui donne la liste et une courte biographie de plus de 1100 victimes.

¹³ Et traduit en français en 1983 lorsqu'il parut au Seuil sous le titre *7000 jours en Sibérie*.

¹⁴ *Qu'elle était belle, cette utopie !* Paris, Cherche-Midi, 2000. *Manuel du goulag*, Paris, Seuil, 1997. Ses ouvrages succèdent cependant à ceux de Julius Margolin, *La condition inhumaine* (traduit de l'anglais), 1949 et de Jean Nicolas, *Onze ans au paradis*, 1958.

¹⁵ Grasset, Paris, 2000, 334 p.

¹⁶ Renseignement fourni par Manfred Jendryschik, co-éditeur de son autobiographie en 1990.

¹⁷ *Sinn und Form*, 1988, II, p. 498-528. « *Station Kilometer Sieben* »

¹⁸ *Sinn und Form*, 1989, VI, S. 1287-1314, « *Neun Kapitel über Lebensverlauf und Geschichtsverlauf* »

¹⁹ Trude Richter, *Totgesagt, Erinnerungen*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1990, 485 p.

²⁰ Helmut Damerius, *Unter falscher Anschuldigung, 18 Jahre in Taiga und Steppe*, Aufbau, Berlin, 1990, 366 p.

²¹ Dietz, Berlin, 1991.

Les ouvrages de Trude Richter et Helmut Damerius sont cependant des exceptions, et témoignent d'une mémoire « retardée ». Leurs auteurs souhaitent qu'ils paraissent en RDA. Les autres témoignages aujourd'hui disponibles sont parus ou ont été rassemblés après la réunification allemande. Rares sont les véritables autobiographies en bonne et due forme, conçues comme telles. La disparition progressive, biologique, des témoins de cette époque a poussé des chercheurs et écrivains à fixer leurs témoignages, dans un contexte où ils pouvaient enfin évoquer leur destin à cœur ouvert. Plusieurs ouvrages consistent en des récits de vie assez courts résultant d'entretiens oraux. Citons ici ceux de Brüning, Stark, Steinberger²². Les textes inédits d'un autre témoin, Walter Ruge, seront bientôt publiés en France²³.

Ces témoignages, malgré leur diversité, permettent de dégager certaines caractéristiques communes.

Ils ont tout d'abord tous été rédigés très longtemps après les faits relatés, ce qui est en général un présupposé du genre autobiographique. Mais alors que la plupart du temps, la décision de rédiger une autobiographie ou de livrer un récit de vie est dictée par l'âge, d'autres facteurs s'y ajoutent dans le cas présent. En effet, pendant la période d'existence de la RDA, c'est l'autocensure et parfois la mauvaise conscience qui ont prévalu. Si les victimes du Goulag disent toutes avoir évoqué leur destin en privé, à leur famille ou à leurs amis (et même si elles n'ont parfois rien raconté à leurs propres enfants pendant une longue période), elles ne se sont pas prononcées publiquement sur ce sujet et ne pouvaient envisager de publier des textes autobiographiques portant sur cette période. Le cas de Trude Richter et d'Helmut Damerius est exemplaire à cet égard : revenue d'URSS en 1957, Trude Richter a publié dès 1972 un récit de sa jeunesse et de ses engagements politiques sous la République de Weimar²⁴, alors qu'elle ne consigna par écrit son récit sur les années de camp qu'en 1964 et qu'il ne parut qu'en 1990. De même, Damerius a publié en 1977 un récit de son engagement politique avant 1933²⁵. Cela ne signifiait pas que leurs témoignages étaient inconnus des cercles politiques et intellectuels en RDA. A Leipzig, des exemplaires samizdat des mémoires de Trude Richter concernant les années

²² Elfriede Brüning, *Lästige Zeugen ? Tonbandgespräche mit Opfern der Stalinzeit*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1990. Meinhard Stark (Hrsg.) « *Wenn Du willst deine Ruhe haben, schweige* ». *Deutsche Frauenbiographien des Stalinismus*, Klartext Verlag, Essen, 1991. Nathan Steinberger, *Op. cit.* note 7.

²³ Traduits par l'auteur de cet article, ils paraîtront en 2003 à Paris aux éditions Nicolas Philippe.

²⁴ *Die Plakette. Vom grossen und kleinen Werden*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1972

²⁵ *Über zehn Meere zum Mittelpunkt der Welt : Erinnerungen an die Kolonne Links*, Henschelverlag, Berlin, 1977.

passées en URSS circulaient à la fin des années 1980²⁶ dans certains milieux proches de l'institut de littérature Johannes R. Becher où elle avait enseigné. L'exercice de mémoire des années 1990 porte, à la différence de ces deux témoignages, sur des événements qui se sont déroulés une cinquantaine d'années auparavant, et alors que la réunification allemande a déjà eu lieu. Ils ne représentent plus le même enjeu qu'à l'époque de la RDA, car les faits sont entre-temps connus. Le sentiment d'injustice face à l'oubli ou au refoulement de leur destin à l'époque de la RDA fait place à un sentiment d'inutilité de cette entreprise de mémoire face à la nouvelle situation politique. Une victime, interrogée par Elfriede Brüning en mai 1989, refusa ainsi la publication de cet entretien en 1990 en tenant les propos suivants : « *In dieser Situation sind die schlimmen Erinnerungen an die Zeit des Stalinismus, die nun schon mehr als ein halbes Jahrhundert zurückliegen, zwar nicht in meinem persönlichen Leben vergessen, aber heute ohne Bedeutung und brächten nur Verwirrung in die Bevölkerung* »²⁷. Le même témoignage fut cependant publié par Meinhard Stark en mai 1990²⁸.

Les autobiographies de Trude Richter de Helmut Damerius doivent donc être classées dans une catégorie à part. Même si elles n'ont été publiées qu'en 1990 et 1991, elles avaient été remises à des archives bien auparavant et le recoupement de sources historiques laisse apparaître des trous, des blancs dans ces récits. A travers ces écrits, c'est une mémoire « retardée » qui parvient au lecteur. H. Damerius n'évoque par exemple jamais le fait, prouvé par l'ouverture des archives du NKVD, qu'il avait lui-même travaillé pendant un certain temps pour le NKVD avant d'en devenir la victime²⁹. Né en 1905, il a été le fondateur d'un groupe d'agit-prop communiste de la République de Weimar, la « Kolonne Links » ; parti en 1931 en tournée en Union Soviétique, il y resta après 1933. En 1938, il fut arrêté et condamné pour activités contre-révolutionnaires. Il ne revint en RDA qu'en 1956. Cependant, chez lui, l'écriture entraîne un travail sur la mémoire, une condamnation du stalinisme qui ne pouvait être publiée dans la RDA du début des années 1980. Il écrit : « *Heute, 1980, da ich diese Zeilen schreibe, nachdem ich die Enthüllungen Chruschtschows auf dem XX. und dem XXII. Parteitag kenne, ist mir unverständlich, wie ich nach fast zwei Jahrzehnten Gefängnis, Lager und Verbannung treu und unbeirrt an Stalin glauben konnte und dass sein Tod mich erschütterte* »³⁰. Ce constat s'accompagne d'une amnésie, aussi liée à l'âge, aux souffrances endurées, au mécanisme naturel du refoulement de certains épisodes : Damerius reconnaît

²⁶ J'en avais lu un, prêté à Leipzig en 1988 par l'écrivain Harry Kampling et j'en avais d'ailleurs publié des extraits dans mon mémoire de DEA portant sur l'Institut de littérature Johannes R. Becher, soutenu en 1988 à l'Université Paris VIII, dirigé par Jean Mortier.

²⁷ Brüning, *Op. cit.*, p. 154.

²⁸ *Op. cit.*

²⁹ Selon l'historien Reinhard Müller, p. 151 de l'article cité.

³⁰ *Op. cit.* p. 298

volontiers qu'il a oublié certains détails. Walter Ruge souligne aussi que la monotonie désespérante de certaines périodes de sa vie a annulé chez lui la notion de leur durée et jusqu'à leur souvenir. Trude Richter, quant à elle, fait preuve d'un refoulement poussé à l'extrême qui lui permet de ne jamais remettre en cause ses principes politiques et dans une moindre mesure, l'essence même du stalinisme. Jamais il ne lui échappe une parole de doute à cet égard. Membre actif du *Bund proletarisch-revolutionärer Schriftsteller* et compagne de l'écrivain Hans Günther, elle fut contrainte à l'exil en 1934 à Moscou. En 1937, Hans Günther et elle furent arrêtés et condamnés aux travaux forcés. Hans Günther n'y survécut pas, il mourut d'épuisement dès 1938. Trude Richter fut envoyée dans la région de Magadan où elle participa aux travaux agricoles. Libérée après guerre, elle fut à nouveau emprisonnée, puis réhabilitée. Elle rejoignit la RDA en 1957. Dans son récit, elle souligne en permanence le sens éducatif du Goulag, en l'opposant aux conditions de détention dans les prisons allemandes à la même époque : « *Wir dagegen waren in das wirtschaftliche Leben des Gebietes einbezogen und damit letzten Endes doch für den sozialistischen Aufbau tätig. Das spielte eine nicht unwichtige Rolle im Bewusstsein vieler Frauen, selbst damals* »³¹. A l'annonce de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, elle ressentit le besoin de faire ses preuves en travaillant encore plus : « *Jetzt bot sich Gelegenheit zur Bewährung wie nie zuvor. Ich würde mich gleich morgen melden zu beliebiger Arbeit bei gefährlichen Einsätzen. Und sollte ich dabei umkommen, dann wäre es ein sinnvoller Tod* »³². De même que Damerius n'évoque pas ses relations personnelles avec le NKVD, Trude Richter reste très discrète sur son rôle à l'institut de littérature Becher, où les étudiants pensaient qu'elle les dénonçait à la Stasi. Elle aurait ainsi participé activement à l'exclusion de certains d'entre eux en 1965, après le XIème plénum du SED qui marqua le coup d'arrêt de la libéralisation dans le domaine culturel³³.

Les autres victimes, qui se sont exprimées dans des entretiens, justifient leur silence passé par la censure qui leur était imposée. Leurs propos se contredisent : certains invoquent une obligation de silence imposée par le SED, d'autres parlent plutôt d'autocensure, de désir d'oublier et de commencer une nouvelle vie. Elfriede Brüning, alors jeune journaliste, fit en 1948 un reportage sur des femmes qui revenaient de Sibérie : « *Habe ich in meiner Reportage gelogen ? Nein, diese Frauen, die mir da halb verschüchtert in ihren dicken Wattejacken und den Filzstiefeln gegenüber sasssen, haben mir wirklich nicht mehr von ihren Erlebnissen erzählt, die sie gerade hinter sich hatten [...] Sie selber schwiegen darüber, wie ja auch die geschwiegen haben, die erst später,*

³¹ *Op. cit.*, p. 333

³² *Idem*, p. 337.

³³ Voir à ce sujet l'entretien avec Harry Kampling (entretemps décédé), reproduit dans le mémoire de DEA cité (A.M. Pailhès, *L'Institut de littérature Johannes R. Becher*, 1988, Université Paris VIII).

in den fünfziger Jahren, aus der Sowjetunion zu uns kamen. Sie sollten schweigen, diese lästigen Zeugen eines himmelschreienden Unrechts, das in der Stalinzeit hatte geschehen können. Und wir Antifaschisten, die in Nazideutschland gelebt hatten, waren ahnungslos »³⁴. Nathan Steinberger, arrêté en 1936 pour trotskisme, assure dans une série d'entretiens : « Wir konnten nicht über unsere Vergangenheit sprechen. Uns war untersagt, über unsere Erlebnisse in der SU Mitteilung in der Öffentlichkeit zu machen. Ich habe das niemals eingehalten, aber es gab Leute, die es lange Zeit taten »³⁵. De même, Ruth T. décrit l'obligation de silence à Elfriede Brüning : « Aber man hat dich gebeten, über deine Erlebnisse in der SU zu schweigen ? – Ja, ich sollte nicht darüber sprechen. Aber ich habe nie ein Blatt vor dem Mund genommen ; wenn es sich so ergeben hat, habe ich mit der Wahrheit nicht hinterm Berg gehalten. Das waren doch meine Erlebnisse. Die waren schlecht genug. Aber ich will nicht die Sowjetunion schlecht machen – das will ich wirklich nicht »³⁶. Anni Sauer, interrogée elle aussi par E. Brüning, dit même qu'elle n'a eu le droit d'exercer aucune profession à son retour pour ne pas entrer en contact avec d'autres personnes à qui elle aurait raconté son destin. On essaya même de l'envoyer vivre dans un village éloigné, une mesure qu'elle réussit à contrecarrer³⁷.

Il ressort de ces propos qu'un immense sentiment de culpabilité pesait encore sur les rescapés des camps : pendant dix ou vingt ans, ils avaient vécu en URSS une vie de paria au fin fond de la Sibérie, à cause d'une faute dont ils étaient les seuls à croire qu'ils ne l'avaient pas commise. Trude Richter traduit ce sentiment de culpabilité par les termes de « *Makel* »³⁸ et « *Kainszeichen* »³⁹. Il reste pour elle toujours une tache dont elle doit être lavée. Elle refuse de quitter l'URSS sans être officiellement réhabilitée avec Hans Günther. Helmut Damerius emploie lui l'expression « *den Fleck abwaschen* »⁴⁰. De retour en

³⁴ Brüning, *Op. cit.*, p. 9

³⁵ Steinberger, *Op. cit.*, p. 102.

³⁶ Brüning, *Op. cit.*, p. 103

³⁷ C'est aussi la situation décrite dans le roman de Karl-Heinz Jakobs, *Leben und Sterben der Rubina*, Berlin, Verlag Das Neue Berlin, 1999. A partir de faits réels et de récits biographiques, l'auteur y raconte la vie d'une communiste allemande exilée à Moscou, puis victime de la répression stalinienne, envoyée en camp et revenant en RDA. Elle souhaite alors rester à Berlin, mais on l'oblige à aller habiter Dresde où elle ne connaît personne. Karl-Heinz Jakobs, qui a quitté la RDA en 1981, portait ce roman en lui depuis longtemps. Il avait fait la connaissance du modèle de Rubina, Dorothea Garai, une ancienne communiste, à la fin des années 1970 et le récit qu'elle lui avait fait de la vie au Goulag avait accéléré sa rupture avec le régime de la RDA. Le désir de préserver les récits de D. Garai (qu'il nomme Mäd), de témoigner pour elle et d'obtenir sa réhabilitation aurait pour lui été une motivation suffisante pour quitter la RDA. En effet, il publia en 1983 en RFA son ouvrage *Das endlose Jahr. Begegnungen mit Mäd.*, Düsseldorf, Claasen. Voir Hermann Kuhn, *Op. cit.*, p. 272-275.

³⁸ *Op. cit.*, p. 338

³⁹ *Idem*, p. 372

⁴⁰ *Op. cit.* p. 323

RDA, les victimes devaient justifier leur disparition pendant deux décennies, devant leurs proches aussi, sans remettre en cause la construction du socialisme à laquelle ils adhéraient encore. Dans cette logique, ils ne furent en rien choqués qu'on leur accordât aussitôt le statut de « Victime du fascisme » : en effet, c'était bien le nazisme qui les avaient obligés à fuir l'Allemagne des années 30. Et il n'existait pas en RDA, malgré des réhabilitations en URSS pendant la courte période de Dégel, de statut de victime du stalinisme. Walter Ruge écrit : *«Diesen Status nahm ich arglos an, etwa wie mir bei meiner Einreise in die UdSSR der Status eines Politemigranten verliehen wurde, nicht ahnend, dass daraus einmal ein « SED-Privilegiertes » entstehen könnte. Das Kainsmal eines « Verfolgten des Naziregimes », das wollte ich als Differenzierung zu den vielen Deutschen, die einmal « dabei » waren, schon tragen, ein nachgereichtes Entnazifizierungs-Zertifikat für den Jahrgang 1915 »*⁴¹.

Après vingt ans d'absence, ces « rapatriés » d'un genre particulier ont un rapport spécifique à l'Allemagne. L'URSS est parée sous leur plume de toutes les vertus, surtout pendant la guerre, et tous soulignent, même après leur retour en RDA, leur attachement à la population russe. Leur antifascisme viscéral, l'espoir de vaincre Hitler l'emporte sur le désespoir personnel. Historiens⁴² et témoins eux-mêmes soulignent que beaucoup de déportés ont longtemps cru à une erreur concernant leur arrestation et leur condamnation. Pour eux, Staline ignorait tout des crimes commis en son nom. Helmut Damerius raconte comment il a pleuré le jour de la mort de Staline : *«Es war schwer, die Hände zur Arbeit zu zwingen, mir standen Tränen in den Augen. Stalin war gestorben, Stalin, der grosse Heerführer, dem wir alle Siege und Erfolge zuschrieben, die das Sowjetvolk errungen hatte »*⁴³. Trude Richer dit elle aussi n'avoir vu auparavant en Staline que le génial homme d'Etat. A la nouvelle de sa mort, elle lui dessine cependant un immense monument, un sarcophage dédié à l'absence de tout droit⁴⁴. La période de détention au Goulag, de dix ans en général, était suivie d'une période de relégation administrative, souvent de 25 ans. Les ex-détenus étaient alors assignés à résidence, dans une région qu'ils n'avaient pas le droit de quitter et devaient signaler régulièrement leur présence à la milice. Pendant la relégation, il ne leur venait pas à l'esprit qu'ils pourraient rentrer en Allemagne. Leur rapport à leur pays d'origine est resté profondément ambigu. En général, les détenus communistes allemands avaient des relations difficiles avec les autres Allemands à l'horizon idéologique différent. Trude Richter souligne le peu d'affinités qu'elle avait avec les femmes allemandes partageant sa baraque. Walter Ruge raconte sa liaison avec une Allemande de la Volga (ils ne parlaient pas allemand entre eux) dont il découvrit finalement l'objectif

⁴¹ Texte inédit, à paraître en français. Walter Ruge est né en 1915.

⁴² Voir R. Müller, art. cit.

⁴³ *Op. cit.* p. 298

⁴⁴ *Op. cit.* p. 418

ultime : revenir dans son village avec un véritable enfant allemand. Trude Richter raconte, par exemple, qu'elle n'a pas voulu lire un seul livre en allemand pendant vingt ans. Pendant sa détention, elle vécut son origine comme un fardeau : « *Mein Deutschtum blieb eine Last, unter der ich noch mehrfach zu leiden hatte* »⁴⁵. Walter Ruge a mis plusieurs années avant de prendre la décision de vivre à nouveau en Allemagne (réhabilité en 1955, il n'est rentré en RDA qu'en 1958).

La RDA fut pour les rescapés du Goulag le havre de paix et de sécurité auxquels ils aspiraient. Les années vécues dans ce pays furent diversement ressenties. Certains pardonnèrent, tentèrent d'oublier et furent heureux de participer à la construction de l'Etat socialiste. D'autres restèrent plus amers et n'oublièrent jamais que leurs camarades avaient oublié leur existence pendant deux décennies.

⁴⁵ *Op. cit.* , p. 348.